

Quand l’Afrique (du Sud) avait la bombe #3

Laurent Touchard

Jeune Afrique, 19 juillet 2013

Laurent Touchard travaille depuis de nombreuses années sur le terrorisme et l’histoire militaire. Il a collaboré à plusieurs ouvrages et certains de ses travaux sont utilisés par l’université Johns-Hopkins, aux États-Unis. Il revient sur un épisode un peu oublié de la guerre froide, quand l’Afrique du Sud des Afrikaners a développé un programme nucléaire militaire, sous le régime raciste de l’apartheid. Troisième et dernière partie de la série.

En avril ou décembre 1982, la première bombe est finalement prête, d’une puissance donnée entre 10 et 20 kt selon les sources (soit l’équivalent de la bombe d’Hiroshima), d’un poids d’environ 1 000 kilos, dont 55 kilos d’uranium enrichi, pour une longueur d’environ 1,80 mètre. D’autres suivent : en moyenne une tous les 18 mois. En septembre 1985, P. W. Botha décide qu’un total de sept bombes seront fabriquées. C’est ce que préconisent ceux qui ont défini la doctrine de la dissuasion nationale. Elle repose sur trois jalons : tout d’abord, nier l’existence de l’arme nucléaire de manière à laisser l’ennemi dans l’incertitude et à l’inciter à la retenue. Ensuite, reconnaître auprès d’un pays tiers, de préférence les États-Unis ou la Grande-

Bretagne, que l’Afrique du Sud dispose effectivement d’une capacité à fabriquer un arsenal nucléaire. Enfin, réaliser un essai nucléaire, démontrant que Pretoria ne plaisante pas et qu’une bombe pourrait rapidement être disponible. Le quatrième jalon est en réalité un non-dit : si ceux qui précèdent ne sont pas considérés à leur juste valeur, alors vient le moment des frappes nucléaires tactiques.

Pour les mener, deux avions d’attaque biplaces Blackburn Buccaneer S Mk50 sont modifiés, notamment avec de la peinture anti-radiation qui protégera les équipages des émissions après une explosion. Appartenant au 24 Squadron de Waterkloof 8, quinze au total ont été commandés en janvier 1963, dans le cadre des accords de Simonstown. En mai 1965, les pilotes sud-africains accomplissent leur formation à Lossiemouth, en Écosse. Dans le courant des années 1980, la South African Air Force (SAAF) n’en compte plus qu’une demi-douzaine. Particularité de l’appareil, outre des points d’emport externes, il dispose d’une soute susceptible de recevoir quatre bombes de 454 kilos ou, pour les exemplaires britanniques, d’une arme nucléaire WE 177. Sa signature radar (radar cross section) est importante : à 12 200 mètres, il est repérable à 460

kilomètres, à 300 mètres un radar le détectera à une distance de 75 kilomètres. Mais en revanche, s'il vole à très basse altitude, il ne sera repéré qu'une fois sur son objectif. Trappu, robuste, il constitue l'avion de pénétration idéal pour la SAAF, en dépit d'un rayon d'action de combat de 965 kilomètres qui le met hors de portée de Luanda ou même de Cuito Cuanavale et Menonge depuis Waterkloof.

La dissuasion sud-africaine

Vers 1985, les militaires, les ingénieurs et scientifiques qui travaillent au « Cercle » d'Advena jugent nécessaire d'envisager une dissuasion basée sur des missiles balistiques. Malgré leurs performances honorables, les Buccaneer sont trop vulnérables face à une aviation cubaine qui ne cesse de s'améliorer. Que faire si les deux appareils spécialisés sont descendus avant d'avoir accompli leur mission ? Alors sont entreprises des études sur des têtes nucléaires susceptibles d'équiper des missiles balistiques de construction nationale, sur les plans des Jericho II israéliens. Il s'agit en quelque sorte d'un retour au projet de 1975 d'acquiescer des Jericho-1 éventuellement munis de têtes nucléaires.

Contrairement aux vieux avions d'attaque, les missiles ne pourraient être interceptés. Autre avantage : leur portée, de près de 2 000 kilomètres, plaçant quasiment Luanda à distance de tir. De « dissuasion nucléaire tactique », les Sud-Africains disposeraient alors d'un véritable outil de dissuasion stratégique. Pour l'horizon 2000, ARMSCOR prévoit ainsi de fabriquer des missiles avec des têtes d'une puissance 100 kt, contre 15 à 20 kt pour les bombes alors en service. L'Afrique

du Sud serait en mesure de rayer de la carte ses éventuels ennemis.

Le premier jalon de la doctrine de dissuasion telle que définie dans les années 1980 est valable en permanence. La marche vers le second serait dictée par la menace d'une action militaire d'envergure cubaine et/ou soviétique incluant une possibilité d'invasion de l'Afrique de l'Ouest. Le troisième jalon serait atteint avec des certitudes absolues quant à cette dernière menace. Enfin, le jalon « non-dit » impliquerait que des colonnes blindées et mécanisées communistes déferlent sur le territoire namibien et du Botswana, visant directement l'Afrique du Sud attaquée de l'intérieur par des activistes de l'ANC et des infiltrés de la Swapo.

ARMSCOR veille à établir de stricts protocoles de contrôle et de sécurité, en s'inspirant de ceux en vigueur aux Etats-Unis. Pour la décision d'utiliser l'arme nucléaire, l'accord de quatre responsables gouvernementaux – dont le Premier ministre – est nécessaire, disposant chacun d'une partie de code. La bombe, maintenue en deux éléments est alors assemblée, avant d'être montée sur les Buccaneer. Ils décolleraient de leur base, fonceraient à basse altitude durant une partie du trajet, éventuellement sous la protection de Mirage F1CZ. Ceux-ci auraient la rude tâche d'affronter les MiG-23 ennemis. Sous réserve de ne pas avoir été abattus par une défense antiaérienne puissante, les Buccaneer largueraient alors leur « colis » mortel sur les groupements de manœuvre adverses, sur des concentrations de troupes plus à l'arrière du front, possiblement moins défendues. Des témoignages évoquent aussi comme cibles potentielles les bases importantes de la SWAPO.

Mais bien avant les dégâts qu'elle causerait, l'intérêt de la bombe réside dans l' « assurance-vie » qu'elle représente pour le régime afrikaner. En effet, les dirigeants sud-africains estiment que la menace de recourir à cet arsenal terrifiant obligera l'Ouest en général et les États-Unis en particulier à intervenir au profit de Pretoria, diplomatiquement mais avec fermeté, voire militairement.

À l'épreuve du feu

En 1985, Cuba aligne 40 000 soldats en Angola. Ils ne suffisent pas à remporter la décision, mais l'Afrique du Sud s'essouffle. Le nombre de ses chasseurs-bombardiers se réduit au fil des opérations, elle perd la supériorité aérienne qui lui est pourtant essentielle... Si lors de la bataille de Cuito Cuanavale en octobre 1987, les troupes de Fidel Castro ne remportent pas une grande victoire contrairement à ce qu'affirme sa propagande, elles ne sont pas non plus honteusement défaites. La Havane déploie donc davantage de moyens pour venir à bout des solides bataillons de Pretoria. En mars 1988, elles entrent en action dans le sud de l'Angola, pointant vers la Namibie. Le « lider maximo » avertit l'Afrique du Sud qu'une « sérieuse défaite » l'attend. La RSA active sa réserve. À Pretoria, les responsables sont fébriles et songent à faire jouer leur dissuasion. Pourtant, par chance, aucun affrontement sérieux ne survient. Au contraire : cette escalade aboutit à un cessez-le-feu, le 8 août 1988, et des pourparlers sérieux se tiennent enfin.

Du 5 août au 22 décembre, les négociations se poursuivent. Néanmoins, Pretoria redoute toujours une action surprise des Cubains : le cessez-le-feu

pourrait n'être qu'une ruse. Leurs brigades blindées et mécanisées ne sont qu'à 200 kilomètres de la frontière namibienne et si elles attaquaient, les Sud-Africains seraient bien en peine de les arrêter. Pretoria joue alors son joker. Présent à Vienne, en Autriche, afin de discuter des conditions de l'adhésion au TNP, P. W. Botha déclare à la presse que son pays est en mesure de fabriquer une arme nucléaire, mais qu'il ne veut pas. Premier jalon. Puis, en septembre et en octobre, les « yeux » des satellites observent une activité désormais inhabituelle à Vastrap. Deuxième jalon. À l'évidence, les techniciens sud-africains réactivent l'un des puits. Gesticulation avec un message en filigrane : en cas de rupture du cessez-le-feu, Pretoria pourrait bien briser le tabou de l'essai nucléaire. Message qu'entendent fort et clair Moscou et Washington. Le 22 décembre 1988, au siège des Nations unies à New York, un accord est trouvé entre l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud. Il prévoit un retrait des forces de Pretoria du sud de l'Angola et un désengagement des Cubains.

Adhésion au Traité de non prolifération

1989 : le monde vit une période de bouleversements dont l'effondrement du mur de Berlin constitue un point d'orgue. En septembre, nouvellement élu, le président De Klerk ordonne l'arrêt du programme nucléaire militaire. Moins de six mois plus tard, en février il décide du démantèlement des bombes au mois de juillet. Sa volonté de neutraliser l'arsenal est toutefois tempérée par la prudence quant à la réalité du retrait cubain. Celui-ci s'interrompt d'ailleurs temporairement

en janvier 1990. Cette relative lenteur s'accompagne enfin d'une méticulosité dans les procédures, de sécurité, ainsi qu'une application à gommer toutes les traces du programme. Au moins 12 000 pages de documents classifiés portant aussi bien sur des questions techniques que d'ordre politico-militaire sont ainsi détruites.

Le 16 juillet 1991, alors que les derniers soldats cubains ont quitté l'Angola, la RSA adhère finalement au TNP. En novembre, les inspecteurs de l'AIEA arrivent. La situation géopolitique ne l'interdit plus, comme l'expliquera par la suite le président De Klerk : « Dans ces circonstances, une dissuasion nucléaire était devenue, non seulement superflue, mais en fait un obstacle au développement des relations internationales de l'Afrique du Sud. »

Ce revirement doit aussi à une autre cause, beaucoup moins évoquée : avec la fin de l'apartheid, les Afrikaners devinent que l'ANC accèdera au pouvoir par la voie des urnes. En corollaire, qu'advient-il alors des bombes atomiques ? L'ANC pourrait-elle se montrer reconnaissante envers des mouvements, des pays qui l'ont soutenu durant ses années de lutte, à l'instar de Cuba ? Question à double-vole, d'ailleurs : quid des extrémistes blancs qui pourraient rejeter la fin de l'apartheid et tenter de s'emparer de bombes ? La décision de De Klerk relève donc aussi du principe de précaution, même si une autre question se posera encore : quel devenir pour les scientifiques impliqués dans le programme nucléaire, comment empêcher leur éventuelle embauche par des États tels que la Libye ?

Le 24 mars 1993, devant l'Assemblée sud-africaine, De Klerk révèle que

l'Afrique du Sud a disposé de six bombes atomiques, une septième étant en cours de fabrication, dans le cadre d'un programme, mené sans assistance étrangère, impliquant un coût d'environ 400 millions de dollars. Il précise que toutes les armes ont été neutralisées durant les mois qui ont précédé l'adhésion au TNP afin d'être en conformité avec celui-ci. Ainsi met-il fin à un secret de polichinelle, dans un discours qui ne satisfait pas tous ceux à qui il s'adresse. En effet, certains subodorent que ces « six bombes et demi » avouées ne sont que la face cachée de l'iceberg. Roger Jardine, par exemple, alors conseiller scientifique de l'ANC indique que la déclaration de De Klerk « n'est ni un mensonge ni la vérité absolue ». Il bat en brèche l'allégation selon laquelle Pretoria n'aurait bénéficié d'aucune aide extérieure, ainsi que le coût estimé de l'ensemble, qu'il considère comme sensiblement plus élevé. En outre, rien n'est dit sur domaine des missiles balistiques à ogives nucléaires, d'éventuelles recherches sur la bombe à neutron, d'études sur des bombes guidées munies de tête nucléaire.

En dépit des quelques 12 000 documents détruits, des précisions pourront sans doute être apportées, des réponses apportées ; tout n'a certainement pas disparu et au fil du temps, des données seront encore retrouvées, déclassifiées. Beaucoup reste probablement à découvrir et à écrire sur ce programme né de la Guerre Froide et disparu avec elle...

Quelques repères chronologiques :

1974-1975 : le Portugal se retire de ses colonies africaines.

1975 : l'Afrique du Sud s'engage dans la guerre civile en Angola aux côtés de l'Unita ; intervention massive des Cubains soutenus par les « pays frères » pro-soviétiques.

1976 : sanglante répression des émeutes de Soweto, en Afrique du Sud.

1979 : fin de la guérilla en Rhodésie (l'Afrique du Sud soutient les forces gouvernementales rhodésiennes).

1980 : la Rhodésie devient le Zimbabwe, sous l'autorité d'un chef d'État noir, Robert Mugabe.

1981 : élection de Ronald Reagan aux États-Unis.

1985 : Gorbatchev accède au pouvoir en URSS.

1987 : bataille de Cuito Cuanavale et augmentation de la présence cubaine en Angola.

1988 : Fidel Castro menace l'Afrique du Sud d'une « sérieuse défaite » ; des pourparlers sérieux sont entamés.

1989 : chute du mur de Berlin ; la fin de la Guerre Froide s'annonce.

1991 : au 1er juillet, plus aucun soldat cubain en Angola.